

Les ressorts sociaux de la médiatisation des banlieues

L'expression « banlieue » est régulièrement utilisée dans les médias d'information politique et générale pour désigner des problèmes de nature et de niveau différents (échec scolaire, chômage, pauvreté, immigration, délinquance) ayant pour cadre les grands ensembles d'habitat social. Comment cette représentation médiatique « dépolitisée » des « problèmes sociaux » est-elle parvenue à s'imposer ? Cet article se propose d'y répondre en s'appuyant sur les résultats d'une enquête réalisée entre 1999 et 2005, dans deux villes de banlieue parisienne et auprès des journalistes affectés aux espaces urbains ainsi labellisés, dans la presse d'information générale et politique, écrite et audiovisuelle¹. Après avoir rappelé l'histoire sédimentée des cadrages successifs de la « banlieue », on montrera en quoi la dépolitisation est le produit de la division du travail journalistique, avant d'interroger les définitions médiatiques du politique, puis d'examiner comment cette représentation « apolitique » est anticipée du côté des sources d'information des journalistes en banlieues.

JULIE SEDEL
Sage-CNRS, université de Strasbourg

Les schèmes d'une information dépolitisée

La construction des « grandes ensembles d'habitat social » date des années 1960. L'expression, réservée à ces quartiers populaires et non aux banlieues pavillonnaires ou « bourgeoises » les assimile d'emblée à un « problème social ». Cette vision « pessimiste » est plutôt portée par la presse écrite qui apparaît plus indépendante que l'information télévisée, sous contrôle gouvernemental. Alors que les actualités télévisées les présentent comme un « progrès social », les quotidiens nationaux s'inquiètent en effet de ces « quartiers nouveaux », relayant ainsi les interrogations des sociologues et des hygiénistes sur les effets psychologiques de l'urbanisme. Plusieurs « cadrages » des « banlieues » s'imposent par la suite dans les médias d'information. À côté du thème des transports, les années 1970 voient l'apparition de thèmes tels que la pauvreté, la délinquance, l'immigration.

1. Julie Sedel, *Les médias et la banlieue*, Lormont, INA/Bord-de-l'eau, 2013 [2009], collection "Poch'BDL".

Les années 1980 signent, quant à elles, l'entrée des « jeunes de banlieues » sur la scène publique à travers des affrontements entre jeunes immigrés et policiers dans la banlieue lyonnaise d'où partira la marche pour l'égalité et contre le racisme². Avec la victoire du Front national à Dreux en 1983, les débats se polarisent autour de l'opposition entre racisme et antiracisme donnant lieu à une médiatisation de faits divers à caractère raciste dont les banlieues constituent le décor³. Dans les années 1990, marquées par l'essoufflement des mobilisations antiracistes⁴ et par la multiplication de soulèvements « émeutiers », les journalistes utilisent la violence et la délinquance comme cadrages dominants⁵. En 2001, tandis que le traitement des « banlieues » est tributaire de la campagne présidentielle qui se joue sur le thème de l'insécurité, l'opposition entre « angélistes » et « réalistes » structure l'espace des rédactions⁶.

Les banlieues dans la division du travail journalistique

Les logiques journalistiques qui président aux représentations des « problèmes sociaux » peuvent se lire comme le catalyseur de plusieurs tensions. Comme l'a indiqué Joseph R. Gusfield, toute l'ambivalence des « problèmes sociaux » réside dans le fait qu'ils sont à la fois un enjeu professionnel et moral, une source d'intérêt journalistique et un objet de divertissement (*a form of fun*⁷). L'une de ces tensions oppose une mission de divertissement, qui donne corps aux services des « faits divers » à une mission d'information civique au principe de l'émergence des services dits de « Société ». Ces derniers regroupent une grande diversité de secteurs – le logement, la famille, l'immigration, le sport, la science –, permettant aux rédacteurs de faire valoir leur « expertise critique » autour d'une spécialisation d'ordre thématique⁸. Les Informations générales ou faits divers regroupent généralement les départements Police, Justice et suivant les périodes, l'Investigation.

En 2000, les « banlieues » étaient principalement traitées dans les services Société et Informations générales, les rédactions pouvant faire le choix de séparer ces deux entités, ou de les fusionner, au sein d'une même entité. La position occupée par ces services dans la hiérarchie rédactionnelle varie en fonction des titres et des périodes. Par exemple, le service Société a longtemps constitué le fer de lance de *Libération* ; au *Monde*, il

2. Battegay Alain, Boubaker Ahmed. *Les images publiques de l'immigration*, Paris : CLÉMI / L'Harmattan, 1993
3. Edouard Mills-Affif « Vu à la télé. La saga des immigrés », in Isabelle Rigoni (dir.), *Qui a peur de la télévision en couleurs ? La diversité culturelle dans les médias*, Montreuil, Aux lieux d'être, 2007, pp. 39-57
4. Philippe Juhem, *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique »*. Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981, Thèse de science politique, université Paris X-Nanterre, 1998.
5. Annie Collovald, « Violence et délinquance dans la presse. Politisation d'un malaise social et technicisation de son traitement », in Bailleau Francis, Gorgeon Catherine (dir.), *Prévention et sécurité : vers un nouvel ordre social ?* Paris, Les éditions de la DIV, 2000, pp. 39-53
6. Eric Macé, Angelina Peralva, *Médias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique*, Paris, La documentation française/IHESI, 2002 ; Julie Sedel, « La contribution des sociologues à l'existence d'un débat public sur l'insécurité », *Savoir/agir* n° 9, 2009, pp. 41-52.

7. Joseph R. Gusfield, « Constructing the ownership of social problems : Fun and profit in the Welfare State », *Social problems*, vol. 36, n° 5, 1989.
8. Jean G. Padioleau, « Systèmes d'interactions et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, août-septembre, vol. 76, n° 3, 1976, pp. 256-282.

est monté en puissance dans les années 1980-1990, tout en restant derrière le service politique. *Le Parisien* a créé un service « Vivre mieux » afin de rompre avec la vision pessimiste (ou sociale), associée au terme « Société ».

Derrière cette bonne volonté « d'équilibrer » la médiatisation de ces espaces urbains persiste une vision stéréotypée des « banlieues » comme l'exprime le chef d'édition départementale du *Parisien*. Selon lui, l'utilisation du terme « banlieue » pour parler de quelque chose de « négatif » comme les « grèves dans les trains, les agressions dans les transports en commun, les émeutes » et son traitement en « Faits divers » relèvent de l'évidence : « Cela répond à une facilité de langage, les terrains à faits divers, c'est la Seine-Saint-Denis plus que les Hauts-de-Seine » (entretien avec l'auteure).

Les approches de la banlieue par les services « Société » et « faits divers » sont tributaires de sources d'information spécifiques : la police et la justice pour les faits-diversiers, les associations, les élus, les professionnels (médecins, enseignants...) pour les journalistes des services « Société ». Elles engagent deux *ethos* différents : la débrouillardise et le goût du risque, pour les premiers, l'empathie, pour les seconds. La première approche apparaît plus sociale et en même temps, plus politique que la seconde. La montée d'un traitement « fait-diversier » des « banlieues » qui s'est opéré dans les années 1990 dans la presse constitue bien le symptôme d'une dépolitisation dans la mesure où est évacuée la dimension « sociale », c'est-à-dire aussi, politique, conflictuelle, au profit d'un fétichisme des « faits », et en particulier, des faits de délinquance. Cependant, le fait que certains faits divers puissent dans certains contextes se transformer en « faits

de société » et ainsi permettre aux journalistes qui les traitent de se grandir, montre que la qualification de politique n'est jamais stabilisée.

Les banlieues saisies par le journalisme politique

Plus largement, la place des « banlieues » dans l'organisation du travail rédactionnel interroge la définition de ce qui est considéré comme « politique », dans les rédactions. Alors que les rubriques politiques ont souvent été calquées sur les institutions, les « banlieues » se caractérisent par un éclatement des formes de traitement, selon les domaines de spécialité : le logement et la politique de la ville, la famille, l'immigration, la justice, les jeunes. Elles n'impliquent pas spécialement de suivi régulier sauf lorsqu'un journaliste s'en empare ou lorsqu'une rubrique est spécifiquement créée. En 2000, il n'existait pas de rubriques « banlieues » dans les rédactions. Les sujets étaient souvent confiés à de jeunes journalistes sans expérience des services Informations générales, plus enclins à répondre aux consignes des rédacteurs en chef qu'à imposer, dans les réunions de rédactions, leurs propres sujets et angles de traitement. Les sujets « banlieues » étaient ainsi marqués par un fort *turnover* empêchant l'entretien régulier de relations et la constitution d'un réseau d'intermédiaires. Les journalistes, plus âgés, qui assuraient un suivi plus régulier de l'actualité en banlieue, au *Monde* et à *Libération*, se plaignaient du désintérêt des rédacteurs en chef hors des situations extraordinaires, c'est-à-dire à l'occasion d'émeutes ou de faits divers de délinquance. Cette absence de reconnaissance, associée au désarroi exprimé face aux problèmes sociaux qui « déteignent » sur le moral, était mise en avant pour

expliquer l'abandon de cette thématique. En 2005, suite aux critiques à l'égard du traitement journalistique des « émeutes » en « banlieues » et pour répondre à une demande sociale d'expertise, plusieurs journalistes se sont positionnés comme « spécialistes » des banlieues, dans la presse « de gauche » comme de « droite ». À travers ses articles sur les « jeunes banlieues » pour lesquels il reçut le prix Albert Londres, en 2007, Luc Bronner a créé sa position au *Monde*. La place de ces rubriques demeure toutefois fragile comme l'illustre l'inquiétude des salariés du *Monde* face à la menace de disparition du poste « banlieues » contenu dans le projet de réorganisation du titre⁹.

Les « banlieues » se caractérisent par le fait d'être traitées à l'écart du politique, sauf lorsqu'elles mettent en présence un représentant ou une institution s'y rattachant. Mais dans ce cas, le reporter « banlieues » se trouve dépossédé de son sujet par un confrère des services « Politique ». Cette migration d'une spécialité à l'autre engage une autre forme d'écriture, factuelle pour les journalistes « Société » et appelant l'analyse pour le second, et un autre registre de la parole, celui du témoignage, pour les premiers, de la parole publique, politique, pour les journalistes des services « politique ».

De façon générale, les journalistes ont tendance à éviter les intermédiaires qui ont, à leurs yeux, un discours trop marqué politiquement au profit d'une « parole authentique » d'habitants. On peut ainsi penser qu'ils contribuent à dépolitiser la question sociale, en lui déniaient sa dimension conflictuelle. En visite dans un grand ensemble de la Courneuve, en 2005, à la suite du décès

accidentel d'un enfant au cours d'une rixe, le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, est interpellé par un habitant qui lui reproche de venir exploiter « la misère des gens » à des fins politiques. Ce discours, que le ministre ne s'attendait pas à entendre, n'est filmé que par un journaliste de la chaîne France 2, sensible aux propos de ce fils d'immigré. Ainsi, le label « politique » et le crédit ou le discrédit, qui lui est associé, dépendent des acteurs en présence et des situations. Pour les journalistes en déplacement dans les grands ensembles d'habitat social, l'étiquetage « politique » peut prendre une connotation négative, dans certains cas, et valorisante dans d'autres. Dans le premier cas, il renvoie à un discours militant, registre particulièrement stigmatisé ; dans le deuxième cas, il est associé à un discours d'autorité, et peut prendre, en fonction des configurations, une valeur positive ou négative.

De façon générique, le fait de politiser ou non la question des banlieues recouvre des luttes de classement par âge qui sont des enjeux de pouvoir conférant aux anciens, la culture politique et la maîtrise des schèmes de perception et aux jeunes, la maîtrise de la technique et la méconnaissance des enjeux. Les journalistes âgés de plus de cinquante ans tiennent un discours politique et social sur ces espaces alors que les entretiens réalisés avec les « jeunes » générations montrent qu'ils envisagent principalement ces lieux en termes de facilité ou non d'accès. Cette emprise des aspects pratiques sur les aspects plus réflexifs et politiques est liée aux modalités d'apprentissage du métier, plus portées sur les aspects techniques qu'intellectuels. Par ailleurs, l'approche pragmatique des quartiers s'appuie sur la crainte d'agressions les conduisant à élaborer des stratégies (venir tôt, éviter

9. « Au "Monde", une ligne dure pour les salariés », *Libération*, 27/02/2014

les regroupements de jeunes, cacher les signes ostensibles d'appartenance au journalisme (caméras, logos). Mais ces différences de perception des lieux renvoient surtout à deux états du champ journalistique et politique. Alors que la génération née au cours des années 1940-1950 a fait son apprentissage dans un univers politique caractérisé par l'absence d'alternance et un fort antagonisme entre l'offre politique des formations de droite et de gauche, *a contrario*, « la génération suivante entretient une familiarisation à la politique qu'elle considère "négative", caractérisée par des alternances successives, des dysfonctionnements (cohabitations, affaires politico-financières impliquant parfois d'ailleurs des journalistes, etc.), et un amenuisement du sentiment d'appartenance partisan »¹⁰. Philippe Juhem a montré comment l'élection de François Mitterrand avait contribué à une « neutralisation » des journaux de gauche et conduit les intellectuels soit à devenir critiques à l'égard du personnel politique qu'ils soutenaient auparavant, soit à adopter des postures de justification de l'action du gouvernement, soit à se retirer de l'engagement politique¹¹. Cette forme de distanciation passe par la promotion d'une grille de lecture moins politique que « dans l'air du temps », qui conduit à un traitement de la question sociale centré sur l'émergence de mouvements sociaux et non plus sur le modèle de la lutte des classes¹². En effet,

à partir des années 1980, « la présentation « neutralisée » ou « objective » des « faits » d'actualité tend à s'imposer à l'ensemble du champ de production de l'information comme la nouvelle norme professionnelle. Sur les sujets qui ne font plus l'objet de controverse entre les principales entreprises électorales, cette mise en forme neutralisée contribue à définir une nouvelle représentation légitime de la réalité sociale et économique »¹³. La montée des logiques économiques et la mise à distance des logiques partisans ont contribué à reléguer « le social » dans une position mineure dans la presse dite « de gauche ».

La construction d'une façade « apolitique » par les sources d'information

Le travail de construction d'une façade « apolitique » n'est cependant pas le seul apanage des journalistes. Il est également mis en œuvre par les interlocuteurs que ces derniers peuvent rencontrer sur les lieux de l'enquête. Par exemple, le co-organisateur d'une mobilisation dans un grand ensemble étudié prenait soin de présenter sa mobilisation comme étant « apolitique », ayant conscience qu'il s'agissait d'une condition importante de succès de son entreprise. En échange de « tranches de vie », il obtenait ainsi d'une journaliste du *Parisien* qu'elle relaie la demande des habitants de son immeuble.

Plus généralement, l'apolitisme n'est pas seulement une contrainte imposée par le système médiatique. Il est aussi une conséquence de la disqualification du politique, y compris, dans les milieux

10. Eugénie Saitta, *Les transformations du journalisme politique depuis les années 1980. Une comparaison France / Italie*, Thèse de science politique, IEP de Rennes, 2006.

11. Philippe Juhem, *op. cit.*

12. Rodney Benson, « The political/literary model of French journalism : change and continuity in immigration news coverage, 1973-1991 », *Journal of European area studies*, vol. 10, n° 1, pp.49-70.

13. Philippe Juhem, « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, Vol. 14, n°56, 2001, pp. 185-208.

réputés politisés¹⁴. La politique de la Ville en proposant un traitement technique et spatial de la question sociale¹⁵, les contraintes du métier d' élu¹⁶ ainsi que les cohabitations gouvernementales successives (de 1986 à 2002), ont contribué à neutraliser les termes de la lutte symbolique. Dans les années 1990, la rénovation urbaine et la lutte contre l'insécurité constituaient les deux principaux thèmes de campagne des élus des communes de l'ancienne « banlieue rouge » étudiées. Les conditions sociales de possibilité de ces enjeux en apparence « apolitiques » résident dans le désengagement politique des « classes populaires » (attesté par la baisse du syndicalisme ouvrier, du militantisme, de la participation électorale), lui-même partiellement lié aux déstructurations du monde ouvrier¹⁷. La démarcation entre « anciens » et « nouveaux » renvoie ainsi à des états différents de l'histoire sociale, économique et politique locale. C'est ce qu'illustre, en particulier la critique des « professionnels » par les élus et les militants. Ainsi, un

ancien « responsable de la propagande » marquait-il sa distance à l'égard de la « communication ». Il opposait à la ville « moderne » vantée par les élus, la ville ouvrière, c'est-à-dire, à ses yeux, « politique » (entretien avec l'auteure).

Conclusion

Qu'il s'agisse des rédactions de médias nationaux ou des villes de banlieue parisienne, la « dépolitisation » et la « politisation » apparaissent bien comme des catégories sujettes à requalification ou à disqualification, en fonction des configurations. Dans les années 1990, la catégorie d' « angélisme » était utilisée par les journalistes et les experts proches de « la droite » pour disqualifier un traitement médiatique des « banlieues » classé « à gauche ». Inversement, la montée en puissance des services Informations générales était dénoncée comme un virage à « droite » par les partisans de leur rattachement aux services Sociétés, s'auto-positionnant « à gauche ». Ainsi, la façon dont les étiquetages politiques sont utilisés dans ces luttes de classement met en évidence le travail proprement politique dont la catégorie « banlieues » constitue l'enjeu. Si le traitement dépolitisé de la question sociale en banlieue s'explique par la volonté de capter un public hétérogène, il met en évidence la façon dont les luttes politiques se jouent désormais autour de catégories supposées « neutres ». ■

14. Gildas Renou, « Dés appareiller la politique ». Syndicalisme de contre-pouvoir et dévaluation du politique », in Lionel Arnaud, Christine Guionnet, *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 111-1444.
15. Sylvie Tissot, *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil, 2007.
16. Audrey Freyermuth, « La dépolitisation : une forme de politisation prescrite par des configurations politiques spécifiques », Communication à l'atelier « dépolitisation » du 12^e Congrès de l'Association française de science politique, 2013.
17. Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilité électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007 ; Gérard Mauger, « Les transformations des classes populaires en France depuis trente ans », in Lojkine J., Cours-Salies P., Vakaloulis M., *Nouvelles luttes de classes*, Paris, Presses universitaires de France, 2006, pp. 29-42.